

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT
AU CONSEIL DE TERRITOIRE

**APPROBATION D'UNE CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE
ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE ET LA COMMUNE DE
GEMENOS CONCERNANT L'ENFOUISSEMENT DE RESEAUX D'ECLAIRAGE
PUBLIC SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL : RUES MASSILIE ET SEBASTIEN
MAURICE LAMBERT**

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Gémenos, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, l'ensemble des travaux nécessaires à l'enfouissement des réseaux d'éclairage public : rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert.

Ces travaux sont programmés pour débiter au premier trimestre de l'année 2022.

La commune de Gémenos souhaite réaliser la mise en discrétion des réseaux secs (réseaux électriques basse tension et réseaux de télécommunications) des rues Massilié et Sébastien Maurice Lambert.

Dans le cadre de cette opération la Métropole envisage de fiabiliser le réseau de distribution d'énergie électrique pour le confort des administrés en réalisant l'enfouissement d'un réseau aérien vétuste.

Cette opération permettra d'améliorer le confort des habitants en modernisant le réseau d'éclairage public en utilisant la technologie LED. Elle permettra également à la Métropole de faire des économies dans le cadre de sa consommation électrique de l'ordre de 25 à 40% selon le type de matériel remplacé.

L'opération objet de la présente délégation ne prend en charge que l'enfouissement du réseau d'éclairage public.

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 51 000 euros TTC. Ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Une compensation communale est prévue via une diminution de l'attribution de compensation d'une part, et dans le cadre d'un fonds de concours de la commune d'autre part.



Ville de Gémenos

Convention de Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Gémenos pour l'opération d'enfouissement des réseaux d'éclairage public : rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert

Le Conseil de Territoire Marseille Provence

Dont le siège est sis : Le Pharo, 58 Bd Charles Livon, 13007 MARSEILLE

Représenté par son Président, ou son représentant, en exercice dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliés audit siège

Désigné ci-après « La Métropole »

D'une part,

La commune de Gémenos

Dont le siège est sis : Place du Général de Gaulle 13420 GEMENOS.

Représentée par son Maire, Monsieur Roland GIBERTI en exercice dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes et domicilié au dit siège ;

Désignée ci-après « la commune »

D'autre part

Ensemble dénommées « Les Parties »

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Gémenos pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

CECI RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV :

Article 1 : Objet du contrat

Conformément aux articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique le présent contrat a pour objet de confier à la commune de Gémenos la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, l'ensemble des travaux visé à l'article 2 de la présente convention.

Article 2 : Contenu de la mission déléguée

L'objet du présent contrat est de donner mandat à la Commune pour réaliser au nom et pour le compte de la Métropole des travaux nécessaires à l'enfouissement des réseaux d'éclairage public : rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert.

Ces travaux auront lieu en début d'année 2022.

La commune de Gémenos souhaite réaliser la mise en discrétion des réseaux secs (réseaux électriques basse tension et réseaux de télécommunications) des rues Massilié et Sébastien Maurice Lambert.

Dans le cadre de cette opération la commune souhaite fiabiliser le réseau de distribution d'énergie électrique pour le confort des administrés en réalisant l'enfouissement d'un réseau aérien vétuste (câbles type BBN dans de nombreux cas et qui sont mis à défaut lors d'intempéries ou en cas de fort mistral).

Cette opération permettra d'améliorer le confort des habitants en modernisant le réseau d'éclairage public en utilisant la technologie LED. En effet cette nouvelle technologie supprime toutes les pollutions lumineuses générées par le matériel actuellement en place tout en améliorant la visibilité des cheminements piétons et autres voies de circulation. Elle permettra également à la Métropole de faire des économies dans le cadre de sa consommation électrique de l'ordre de 25 à 40% selon le type de matériel remplacé

L'opération objet de la présente délégation ne prend en charge que l'enfouissement du réseau d'éclairage public.

Pour ces missions, la Métropole délègue à la commune tout ou partie des éléments suivants, en fonction de l'état d'avancement de l'opération :

- délivrance des ordres de service du marché,
- suivi de la bonne exécution des travaux,
- vérification des décomptes de travaux,
- règlement des avances au titulaire,
- proposition à la Métropole des avenants éventuels,
- établissement et remise à la Métropole du dossier complet comportant tous documents contractuels, comptables, techniques, administratifs relatifs au éventuels avenants,
- mise en œuvre des garanties contractuelles,
- paiement des acomptes,
- vérification du décompte final,
- établissement et notification du décompte général et définitif,
- règlement amiable des litiges éventuels,
- paiement du solde,
- organisation des opérations de réception des travaux en présence du représentant de la Métropole.

Gestion administrative

- procédures de demandes d'autorisations administratives ;
- permis de démolir, de construire, ou autres autorisations administratives ;
- occupation temporaire du domaine public ;
- relations avec les concessionnaires, autorisations ;
- d'une manière générale toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement de l'opération ;

Actions en justice

- litiges amiables. Le traitement amiable des litiges par la commune doit se faire dans le cadre de l'enveloppe financière. Un accord préalable de la Métropole est nécessaire avant toute transaction si le montant maximum de la convention de gestion est atteint.
- constitution de dossier et fourniture à la Métropole de toutes les pièces nécessaires ou pertinentes dans le cadre de litiges devant les juridictions compétentes.

La commune ne pourra agir en justice tant en demande qu'en défense pour le compte de la Métropole sauf en cas d'urgence impérieuse pour les actions conservatoires et interruptives de déchéances relatives aux missions confiées

Subventions

- veille sur les subventions possibles et optimisation des financements ;
- fourniture des pièces nécessaires à la constitution et au suivi des dossiers de subvention conformément aux règlements financiers des organismes concernés.

La commune constitue les dossiers de demande de subvention et les transmet à la Métropole afin que cette dernière dépose les dossiers auprès des financeurs en son nom. La Métropole s'engage à mettre en œuvre les meilleures diligences pour le portage de ces demandes. Au demeurant, la Métropole ne peut être tenue pour responsable de la non-attribution d'une subvention ayant fait l'objet d'une demande.

La Métropole est tenue de tenir informée la commune du suivi et de l'aboutissement des demandes de subvention.

La commune transmettra les éléments nécessaires aux appels de fonds et au solde pour les dossiers bénéficiant d'une subvention concomitamment aux demandes de remboursement (cf. art. 4.5).

Article 3 : Conditions d'exécution de la mission

Article 3.1 Responsabilités

La Commune est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du Code civil.

Sa responsabilité sera engagée dans la mesure où elle aura manqué aux obligations figurant dans la présente convention.

Dans les actes qu'elle devra réaliser pour la bonne fin de sa mission, la Commune devra avertir les intervenants qu'elle agit au nom et pour le compte de la Métropole.

Elle prendra toutes les dispositions pour que la réalisation de l'opération de travaux intervienne dans le respect de l'enveloppe financière fixée par le marché et figurant dans la présente convention.

La Commune a un devoir général d'information de la Métropole. Un comité de pilotage pourra être mis en place avec des réunions trimestrielles destinées à rendre compte de l'état d'avancement de l'opération.

La Commune doit avertir sans délai la Métropole de toute modification susceptible d'entraîner une modification du programme, du délai de livraison ou de l'enveloppe financière : elle ne doit, en la matière, prendre aucune décision.

Article 3.2 Contrôle des opérations par la Métropole

Pour permettre à la Métropole d'effectuer un contrôle technique des missions confiées dans le cadre du présent mandat, la Commune s'engage à inviter la Métropole aux comités techniques et comités de pilotage des missions confiées.

Les services de la Métropole pourront suivre le chantier et y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'à la Commune et non directement aux entrepreneurs.

La Commune ne pourra notifier aux entreprises sa décision relative à la réception de l'ouvrage qu'avec l'accord exprès de la Métropole. La Métropole s'engage à répondre dans un délai de 10 jours à compter de la réception du projet de décision. A défaut de réponse et uniquement en cas de réception sans réserve, son accord est considéré comme acquis.

Dans le cas où les représentants de la Commune relèveraient des défauts ou des vices apparents lors de la visite des lieux, l'accord préalable de la Métropole pour prononcer la réception ne pourra être qu'exprès. Cet accord sera sollicité dans les 10 jours suivant cette visite.

Par ailleurs, si la réception intervient avec des réserves, la Commune invitera les représentants de la Métropole aux opérations préalables à la levée de celles-ci.

La Métropole deviendra propriétaire des ouvrages à compter de la date de prise d'effet de la réception.

La Métropole pourra prendre possession des ouvrages dès leur réception ; en cas de réserves, cette prise de possession sera différée à la date de constat de levée des réserves ; en cas de livraisons échelonnées la prise de possession pourra intervenir à chaque livraison partielle.

Article 4 : Modalités financières

Article 4.1 Rémunération

La réalisation par la Commune des missions et tâches objets de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

Cependant, la prise en charge des dépenses exposées par la Commune pour l'exercice des missions et tâches qui lui sont confiées par la présente convention intervient selon les modalités exposées ci-dessous.

Article 4.2 Dépenses liées à l'exercice de la mission objet de la convention

Les dépenses engagées par la commune dans le cadre des missions confiées dans la présente convention doivent être liées aux devis présenté en annexe 1 de la présente convention.

La Commune sera remboursée, dans la limite du plan de financement, par la Métropole à l'euro / l'euro, en ce inclus la TVA, des dépenses exposées pour la réalisation de l'opération.

L'engagement financier de la Commune ouvre droit pour la Métropole à l'attribution du FCTVA compte tenu des dépenses d'investissement réalisées dans le cadre de l'opération désignée.

La commune mandataire exécutera donc les dépenses pour un montant TTC, au nom et pour le compte de la Métropole. Elle sera remboursée en TTC par la Métropole qui procédera au recouvrement du FCTVA.

Ainsi, la comptabilisation au sein de la commune des dépenses relatives à la convention doit être effectuée TTC.

Article 4.3 compensation

Dans l'attente de l'évaluation, par la Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées (CLECT), des charges liées à au transfert de l'éclairage public, l'opération doit être budgétairement neutre pour la Métropole, conformément au plan de financement en annexe.

Conformément au bilan financier prévisionnel de l'opération figurant en annexe 4 de la présente convention, l'attribution de compensation prévisionnelle de la commune sera minorée d'un montant total de **21 384 € (vingt et un mille trois cent quatre-vingt-quatre euros)**.

L'évaluation du transfert de charges associé à l'éclairage public par la CLECT rendra caduque ce prélèvement sur l'attribution de compensation sans effet rétroactif sur l'attribution de compensation des exercices antérieurs.

En cas de modification du plan de financement (octroi d'une subvention par le département notamment), ou de décalage dans l'exécution des travaux, les montants et la programmation de la compensation financière de la commune seront réajustés par voie d'avenant.

Aucune subvention n'ayant été accordée. Aucune participation extérieure n'a été prise en compte dans le cadre de la présente convention.

Article 4.4 participation de la commune

La commune s'engage à verser à la Métropole un fonds de concours faisant l'objet d'une convention dédiée qui en précise les modalités.

Le montant prévisionnel de ce fonds de concours pour la période de la présente convention s'élève à **21 250 € (vingt et un mille deux cent cinquante euros)** conformément à l'annexe 4.

L'évaluation du transfert de charges associé à l'éclairage public par la CLECT sera sans incidence sur la participation de la commune par un fonds de concours.

En cas de modification du plan de financement (octroi d'une subvention par le département notamment), ou de décalage dans l'exécution des travaux, les montants et la programmation de la participation de la commune seront réajustés par voie d'avenant.

Article 4.5 exécution financière

Dans la comptabilité de la Commune, le compte 458 « Opérations pour le compte de tiers » enregistre les opérations effectuées par la commune en qualité de mandataire. Le compte 458 est ouvert dans la comptabilité du mandataire qui exécute, en vertu de la présente convention, l'exercice de tout ou partie des attributions de la maîtrise d'ouvrage pour le compte de l'établissement mandant.

Il est subdivisé de la manière suivante : - 4581 « Dépenses » - 4582 « Recettes »

La commune produira un décompte final des opérations réalisées en dépenses et en recettes exécutées sur le compte 458, accompagné d'une copie des factures ou de toute autre pièce justificative conformément à la rubrique 49422 de l'article D.1617-19 du CGCT, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant que les paiements et les encaissements ont été effectués par ce dernier.

Suite à la réception des décomptes, la Métropole remboursera les dépenses TTC et percevra les recettes TTC. Elle appellera concomitamment la part de fonds de concours correspondante.

La commune produira le décompte dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice.

Le montant définitif des remboursements, compensation et participations sera arrêté dans la limite des dépenses exposées par la commune sur la période de la convention et conformément au bilan financier retraçant les opérations réalisées au titre de la présente convention mentionné ci-dessus.

Article 5 : Entrée en vigueur, durée et résiliation de la convention

Article 5.1 Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date de notification à la commune.

Article 5.2 Durée

La présente convention couvre l'exécution des travaux mentionnés en annexe. Elle cessera de produire ces effets à la fin de l'exécution financière.

La Commune sera tenue de remettre à la Métropole, en fin de mission :

- L'ensemble des études et dossiers afférents à cette opération,
- Une collection complète des plans des ouvrages tels qu'ils auront été effectivement exécutés, dont une version numérique,
- Tous les documents, notices d'emploi ou d'entretien (etc.) nécessaires à l'entretien et à l'exploitation,
- Tous les dossiers de mise en œuvre des garanties.

Ces documents seront la propriété de la Métropole qui pourra les utiliser sous réserve des droits des architectes et concepteurs relevant de leur propriété intellectuelle.

Article 5.3 Résiliation

Le non-respect par l'une ou l'autre des parties des termes de la présente convention entraînera après discussion et désaccord persistant entre les parties au-delà de 60 jours maximum, la résiliation de celle-ci signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention pourrait être prononcée, par l'une ou l'autre des parties, pour une des raisons suivantes :

- pour cause d'intérêt général
- en cas de manquement grave, par l'une des parties, à ses obligations.

En cas de résiliation, la Métropole est tenue de s'acquitter auprès de la commune, de toutes les dépenses engagées par elle à la date de résiliation, sur présentation d'un état récapitulatif assorti des justificatifs correspondants.

Article 6 Litiges

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différent au tribunal administratif compétent.

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

* * * * *

* * *

Fait le _____ à _____
En trois exemplaires originaux

Pour la commune de
Gémenos

Pour le Conseil de Territoire
Marseille Provence
Métropole Aix-Marseille Provence

Le Maire

Le Président

Annexe 1 : Les devis :

CHIFFRAGE ESTIMATIF _ RUE MASSILIE



Ville de Gémenos

N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix Total
INS1	Installation Chantier souterrain ou mixte	U	900,00	1	900,00
DOE	DOE de travaux de réseaux électriques	U	350,00	1	350,00
PGOC1	- fond de plan au 1/200ème existant fourni par le maître d'ouvrage	ml	3,00	1	3,00
HUI	Etablissement d'un constat d'huissier (par tranche de 250ml de tranchée principale)	U	400,00	1	400,00
DICT	Réalisation des DT et/ou DICT	U	400,00	1	400,00
PROV1	Signalisation provisoire (panneaux)	U	1 500,00	1	1 500,00
ICI	Investigation complémentaire par terrassement en technique douce	m3	350,00	20	7 000,00
ETU3	Etude de modification de branchement aérien BTA (toute longueur)	U	6,10	20	122,00
ETU7	Indemnité forfaitaire de mise en chantier "étude"	U	450,00	1	450,00
ETU8	Etude de construction de réseaux électriques souterrains par ml de câbles	ml	2,00	110	220,00
ETU11	- PV par convention de passage obtenue (quel que soit le nbre de copropriétaires concernés ou le nbre	U	60,00	3	180,00
ETU12	- PV par lettre d'information envoyée (quel que soit le nbre de copropriétaires concernés ou le nbre	U	20,00	3	60,00
ETU13	Dossier pour diffusion de l'article R323-25 du code de l'énergie mise en forme selon les	U	225,00	1	225,00
DEPB1	Dépose Poteau bois simple	U	137,00	3	411,00
DEP1	Dépose de bras, jambes, hampes etc... par descèlement y compris reféction	U	280,00	5	1 400,00
DEP14	Dépose faisceaux tendu entre supports, y/c évacuation en décharge	ml	2,10	100	210,00
DEP16	Dépose faisceaux tendu entre supports et façades	ml	4,30	110	473,00
TR3101	Tranchée 0,30x1,00 exécutée au tracto pelle ou mini pelle	ml	28,00	45	1 260,00
TR3102	Tranchée 0,30x1,00 exécutée manuellement uniquement pour les zones inaccessibles avec engin	ml	51,00	6	306,00
TR3106	Remblaiement des tranchées (TR3101-TR3102-TR3103) 0,20 sable-0,70 grave non traité 0/20 et grillage avertisseur	ml	28,00	51	1 428,00
TR31010	Plus value revêtement Enrobé à chaud épaisseur maxi 7 cm (TR3106) largeur 0.50	ml	24,00	51	1 224,00
TR6101	Tranchée 0,60x1,00 exécutée au tracto pelle ou mini pelle	ml	42,00	100	4 200,00
TR6102	Tranchée 0,60x1,00 exécutée manuellement uniquement pour les zones inaccessibles avec engin	ml	79,00	10	790,00
TR6104	Remblaiement des tranchées (TR6101-TR6102) 0,20 sable-0,70 grave non traité 0/20 et grillage avertisseur	ml	42,00	110	4 620,00
TR6108	Plus value revêtement Enrobé à chaud épaisseur maxi 7 cm (TR6104) largeur 0.80	ml	38,00	110	4 180,00
GC1	Découpe d'enrobés des 2 cotés	ml	5,00	161	805,00
TPC90	Fourniture et pose Fourreau - diamètre 90	ml	5,00	60	300,00
TPC110	Fourniture et pose Fourreau - diamètre 110	ml	6,50	120	780,00
ETU17	Réalisation de plan suivant l'esquisse fournie par Orange, comprenant l'établissement d'un devis estimatif travaux sur la base du	U	400,00	1	400,00
	- Etablissement d'un devis estimatif "travaux" sur la base d'un bordereau fourni par le maître d'ouvrage	U	200,00	1	200,00
ETU19	Etude de construction de réseau souterrain FT	ml	1,20	161	193,20
ETU25	DOE de travaux de réseaux de télécommunications	U	220,00	1	220,00
PVC14	Pose de fourreau PVC 2x45	ml	2,20	250	550,00
PVC16	Pose de fourreau PVC 3x45	ml	3,40	160	544,00
CHAMB13	Pose de chambre, cadre, tympans - LIC	U	285,00	4	1 140,00
CHAMB14	Pose de chambre, cadre, tympans - LIC	U	340,00	4	1 360,00
CABSOUT1	Fourniture et Dépose Câbles Brt 4 x 35 - Masse kg/ml 1,26	ml	74,00	60	660,00
CABSOUT3	Fourniture et Dépose Câbles BTA 3 x 150 + 70 - Masse kg/ml 2,55	ml	22,00	120	2 640,00
CIB1	Borne CIB 60 A	U	220,00	3	660,00
RMBT2	Enveloppe 700 / 750 hors sol avec support barre de 450 (9 plages) - L'unité	U	465,00	3	1 395,00
ENCA1	Encastrement coffret 520 ou 522 ou socle simple 520 ou 522 ou socle type RMBT 350 / 750	U	230,00	3	690,00
ENCA2	Encastrement coffret double 520 ou 522 double ou type RMBT 700 / 750	U	335,00	3	1 005,00
MODRAC1	Module réseau 150 - 700 cycles (1 jeu de 4 modules)	U	102,00	3	306,00
MODRAC7	Module de branchement triphasé protégé, y compris fusibles (1 jeu de 4 modules)	U	99,00	3	297,00
ETEP1	Rémunération forfaitaire pour une étude de réseau d'éclairage public Phase 1	U	220,00	1	220,00
DOEEP	Dossier des ouvrages EP exécutés (Plans de récolement et DOE), comprenant :	U	220,00	1	220,00
CABIND13	Câbles Industriels U-1000 RV 5 G 16	ml	10,00	110	1 100,00
CONF1	Contrôle de conformité des ouvrages réalisés effectué par un organisme agréé (VERITAS, APAVE, Etc.) avec	U	400,00	1	400,00
MASS1	F et Confection de massif 400 x 400 x 800	U	245,00	1	245,00
MASS8	F et Confection de massif 3500 x 1500 x 1500	U	2 500,00	2	5 000,00
LANT8	F et P de luminaire TYPE ???...	U	3 000,00	3	9 000,00
Total en € H.T.					62 092,20

16 185 €

CHIFFRAGE ESTIMATIF



Ville de Gémenos

N°	Désignation des travaux	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix Total
INS1	Installation Chantier souterrain ou mixte	U	900,00	1	900,00
DOE	DOE de travaux de réseaux électriques	U	350,00	1	350,00
PGOC1	- fond de plan au 1/200ème existant fourni par le maître d'ouvrage	ml	3,00	1	3,00
HUI	Etablissement d'un constat d'huissier (par tranche de 250ml de tranchée principale)	U	400,00	1	400,00
DICT	Réalisation des DT et/ou DICT	U	400,00	1	400,00
PROV1	Signalisation provisoire (panneaux)	U	1 500,00	1	1 500,00
ICI	Investigation complémentaire par terrassement en technique douce	m3	350,00	20	7 000,00
ETU3	Etude de modification de branchement aérien BTA (toute longueur)	U	6,10	60	366,00
ETU7	Indemnité forfaitaire de mise en chantier "étude"	U	450,00	1	450,00
ETU8	Etude de construction de réseaux électriques souterrains par ml de câbles	ml	2,00	110	220,00
ETU11	- PV par convention de passage obtenue (quel que soit le nbre de copropriétaires concernés ou le nbre	U	60,00	3	180,00
ETU12	- PV par lettre d'information envoyée (quel que soit le nbre de copropriétaires concernés ou le nbre	U	20,00	3	60,00
ETU13	Dossier pour diffusion de l'article R323-25 du code de l'énergie mise en forme selon les	U	225,00	1	225,00
DEPB1	Dépose Poteau bois simple	U	137,00	5	685,00
DEPB1	Dépose Poteau béton tout type	U	208,00	3	624,00
DEP1	Dépose de bras, jambes, hampes etc... par descèlement y compris reféction	U	280,00	1	280,00
DEP14	Dépose faisceaux tendu entre supports, y/c évacuation en décharge	ml	2,10	220	462,00
TR31	Tranchée 0,30x1,00 exécutée au tracto pelle ou mini pelle	ml	28,00	20	560,00
TR317	Remblaiement des tranchées (TR31-TR312-TR318) 0,20 sable-0,80 matériaux extraits - grillage avertisseur	ml	11,00	20	220,00
TR3101	Tranchée 0,30x1,00 exécutée au tracto pelle ou mini pelle	ml	28,00	130	3 640,00
TR3102	Tranchée 0,30x1,00 exécutée manuellement uniquement pour les zones inaccessibles avec engin	ml	51,00	5	255,00
TR3106	Remblaiement des tranchées (TR3101-TR3102-TR3103) 0,20 sable-0,70 grave non traité 0/20 et grillage avertisseur	ml	28,00	135	3 780,00
TR31010	Plus value revêtement Enrobé à chaud épaisseur maxi 7 cm (TR3106) largeur 0.50	ml	24,00	135	3 240,00
TR6101	Tranchée 0,60x1,00 exécutée au tracto pelle ou mini pelle	ml	42,00	110	4 620,00
TR6102	Tranchée 0,60x1,00 exécutée manuellement uniquement pour les zones inaccessibles avec engin	ml	79,00	5	395,00
TR6104	Remblaiement des tranchées (TR6101-TR6102) 0,20 sable-0,70 grave non traité 0/20 et grillage avertisseur	ml	42,00	115	4 830,00
TR6108	Plus value revêtement Enrobé à chaud épaisseur maxi 7 cm (TR6104) largeur 0.80	ml	38,00	115	4 370,00
GC1	Découpe d'enrobés des 2 cotés	ml	5,00	250	1 250,00
GC12	Reféction enrobé couleur à chaud épaisseur maxi 7 cm	m2	61,00	250	15 250,00
TPC90	Fourniture et pose Fourreau - diamètre 90	ml	5,00	70	350,00
TPC110	Fourniture et pose Fourreau - diamètre 110	ml	6,50	70	455,00
ETU17	Réalisation de plan suivant l'esquisse fournie par Orange, comprenant l'établissement d'un devis estimatif travaux sur la base du	U	400,00	1	400,00
	- Etablissement d'un devis estimatif "travaux" sur la base d'un bordereau fourni par le maître d'ouvrage	U	200,00	1	200,00
ETU19	Etude de construction de réseau souterrain FT	ml	1,20	161	193,20
ETU25	DOE de travaux de réseaux de télécommunications	U	220,00	1	220,00
PVC14	Pose de fourreau PVC 2x45	ml	2,20	130	286,00
PVC16	Pose de fourreau PVC 3x45	ml	3,40	130	442,00
CHAMB10	Pose de chambre, cadre, tympans - LIC	U	250,00	3	750,00
CHAMB11	Pose de chambre, cadre, tympans - LIC	U	400,00	3	1 200,00
CABSOUT1	Fourniture et Dépose Câbles Brt 4 x 35 - Masse kg/ml 1,26	ml	74,00	70	5 180,00
CABSOUT3	Fourniture et Dépose Câbles BTA 3 x 150 + 70 - Masse kg/ml 2,55	ml	22,00	40	880,00
CIB1	Borne CIB 60 A	U	220,00	3	660,00
RMBT2	Enveloppe 700 / 750 hors sol avec support barre de 450 (9 plages) - L'unité	U	465,00	2	930,00
ENCA1	Encastrement coffret 520 ou 522 ou socle simple 520 ou 522 ou socle type RMBT 350 / 750	U	230,00	3	690,00
ENCA2	Encastrement coffret double 520 ou 522 double ou type RMBT 700 / 750	U	335,00	2	670,00
MODRAC1	Module réseau 150 - 700 cycles (1 jeu de 4 modules)	U	102,00	4	408,00
MODRAC7	Module de branchement triphasé protégé, y compris fusibles (1 jeu de 4 modules)	U	99,00	4	396,00
ETEP1	Rémunération forfaitaire pour une étude de réseau d'éclairage public Phase 1	U	220,00	1	220,00
DOEEP	Dossier des ouvrages EP exécutés (Plans de récolement et DOE), comprenant :	U	220,00	1	220,00
CABIND13	Câbles Industriels U-1000 RV 5 G 16	ml	10,00	240	2 400,00
CONF1	Contrôle de conformité des ouvrages réalisés effectué par un organisme agréé (VERITAS, APAVE, Etc.) avec	U	400,00	1	400,00
MASS1	F et Confection de massif 400 x 400 x 800	U	245,00	7	1 715,00
LANT8	F et P de luminaire TYPE ???...	U	3 000,00	7	
Total en € H.T.					92 415,20

25 955 €

ANNEXE 2 : Enfouissement des réseaux d'éclairage public: rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert		
Libellé	Montant HT	Montant TTC
Travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public: rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert	42 500 €	51 000 €
TOTAL	42 500 €	51 000 €

ANNEXE 3 : Plan de financement

DEPENSES			RECETTES		
Libellé	Montant HT	Montant TTC	Financement	Montant TTC	
Travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public: rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert	42 500 €	51 000 €	Retenue sur attributions de compensation	21 384 €	
			Fonds de concours	21 250 €	
			Subventions	- €	
			FCTVA	8 366 €	
TOTAL	42 500 €	51 000 €	TOTAL	51 000 €	
Echéancier prévisionnel de paiement					
Nature de la Dépense	2021	2022	2023	2024	Total
Travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public		51 000 €	- €	- €	51 000 €
TOTAL	- €	51 000 €	- €	- €	51 000 €

Annexe 4 - Bilan financier prévisionnel de l'opération (en l'absence de CLECT)					
		2022	2023	2024	TOTAL
COMMUNE	Total dépenses	51 000 €			51 000 €
	Travaux HT	42 500 €			42 500 €
	TVA	8 500 €			8 500 €
	Fond de concours versé	21 250 €			21 250 €
	Retenue sur attribution de compensation	21 384 €			21 384 €
	Total recettes	51 000 €			51 000 €
	Remboursements par la Métropole	51 000 €			51 000 €
	Solde	- €			- €
METROPOLE	Total dépenses	51 000 €			51 000 €
	Remboursements à la commune TTC	51 000 €			51 000 €
	Total recettes	42 634 €			42 634 €
	Prélèvement sur attribution de compensation	21 384 €			21 384 €
	Fond de concours perçu	21 250 €			21 250 €
	FCTVA	- €		8 366 €	8 366 €
	Subventions	- €			- €
	Solde	- 8 366 €	- €	8 366 €	- €

